



Le 18 avril 2016

COMITE DE DEFENSE  
DU BAC DE QUILLEBEUF  
48 rue du Moulin

27680 QUILLEBEUF SUR SEINE

**Hubert WULFRANC**

Conseiller Départemental du canton de Saint-Etienne du Rouvray  
Membre de la Commission Permanente  
Mairie de Saint-Etienne du Rouvray

**Objet : Réponse à votre appel du 22 mars**

Monsieur le Président,

Pour faire suite à votre sollicitation du 22 mars, mes collègues du groupe communiste et républicain, Front de Gauche, au Conseil départemental de Seine-Maritime et moi-même nous associons sans réserve aux démarches engagées par votre comité pour pérenniser un service de bac de qualité et gratuit pour les usagers, à Quillebeuf-sur-Seine, comme à Duclair.

Les regrettables et préjudiciables difficultés de fonctionnement que vous évoquez doivent être durablement résolues dans l'intérêt de ce lien indispensable aux échanges et au cadre de vie des habitants sur chaque rive de la Seine, dans l'Eure comme en Seine-Maritime.

Le fleuve a fait et assure la richesse de nos deux départements qui se doivent, en retour, d'assurer aux populations et territoires de chaque côté les bonnes conditions de sa traversée afin qu'il demeure un lien et non une frontière, un atout et non une contrainte.

C'est cette logique qui nous a toujours guidée pour imposer la gratuité des traversées par la mise en place d'un véritable service public des bacs ou encore la gratuité totale du Pont de Bretonne.

Et c'est, malheureusement, une autre logique qui a poussé l'Etat et les collectivités à laisser au privé, à travers la Chambre de Commerce et d'Industrie du Havre, l'initiative de construire les deux autres ponts de Tancarville et de Normandie.

Ces deux ouvrages sont ainsi devenus, au-delà de leur utilité, des freins aux déplacements des riverains et surtout des points de rançonnement, des barrières plutôt que des passerelles.

Nous ne voulons pas que les bacs prennent ce chemin poussé par le libéralisme ambiant qui anime désormais les majorités des deux conseils départementaux depuis mars 2015.

Sous prétexte de leur idéologie, ils aiment à faire payer l'utilisateur pour contribuer au financement de services publics, alors même que lesdits services sont déjà financés par le contribuable et qu'ils sont rendus possibles uniquement en raison d'investissements financés par de l'argent public.

Ils ont beau jeu ensuite de confier l'exploitation de ces services à des sociétés privées qui dégageront de belles marges pour leurs actionnaires sur le dos des usagers et des contribuables.

Ce n'est pas une fatalité, et contrairement à ce qu'ils clament, l'argent existe, y compris dans les budgets départementaux, pour financer des services publics de qualité et gratuit. C'est simplement une question de choix politiques.

Lorsque le Département de Seine-Maritime décide d'offrir, comme il vient de le faire, 20 millions d'euros de plus aux banques au titre du désendettement accéléré, désendettement d'ailleurs tout relatif, ce sont 20 millions qui manqueront pour faire fonctionner les services publics et investissements publics en Seine-Maritime, utiles à tous.

Vous pouvez compter, non pas sur notre vigilance mais sur nos interventions actives, pour peser à vos côtés sur les décisions départementales en vue d'obtenir le fonctionnement d'un bac de qualité et gratuit.

En restant à votre écoute,

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de nos sincères salutations.

A handwritten signature in cursive script, appearing to read "C. Diabane".

Hubert WULFRANC  
Conseiller Départemental de Seine Maritime  
Canton de Saint Etienne du Rouvray  
Président du groupe Communiste, Républicain  
Front de Gauche

A handwritten signature in cursive script, appearing to read "Hubert Wulfranc".